

Guide

pour les femmes issues de l'immigration

La famille

Les trois formes d'union en France

- **Le mariage** : acte juridique basé sur le consentement mutuel des deux époux. Seul le mariage civil est reconnu légalement, il doit donc obligatoirement intervenir avant un mariage traditionnel ou religieux.
- **Le pacte civil de solidarité (PACS)** : contrat conclu entre deux personnes, de sexe différent ou de même sexe, pour organiser leur vie commune.
- **Le concubinage, ou union libre** : union de fait, caractérisée par une communauté de vie stable entre deux personnes de sexe différent ou de même sexe.

Les ruptures d'union en France

Tout comme vous pouvez décider librement de vivre en couple, vous pouvez décider de mettre fin à votre vie commune. Après la rupture, des aides peuvent vous être attribuées (voir CAF).

- Si vous souhaitez rompre le mariage, vous pouvez demander le divorce. Il existe différentes procédures qui ont lieu au Tribunal de Grande Instance. L'assistance d'un avocat est obligatoire (vous pouvez bénéficier de l'aide juridictionnelle, sous condition).
- Si vous souhaitez seule rompre le PACS, vous devez en informer votre partenaire et adresser copie de ce courrier au tribunal d'instance ayant reçu la déclaration de PACS. Si vous êtes d'accord entre partenaires, vous faites une déclaration conjointe de rupture.
- La répudiation n'existe pas en droit français.

L'autorité parentale

L'autorité parentale est l'ensemble des droits et devoirs des parents à l'égard de leurs enfants, âgés de moins de 18 ans. Elle est exercée en commun et à égalité par les deux parents, qu'ils soient mariés ou non, qu'ils vivent ensemble ou séparément (sauf cas particuliers).

L'enlèvement international ou le déplacement illicite d'enfants

Un parent ne peut pas décider seul d'emmener son enfant vivre dans une autre ville ou dans un autre pays sans l'accord de l'autre parent ou du juge aux affaires familiales. En cas de menace, vous pouvez vous adresser à la Police, la Gendarmerie ou la préfecture.

Le regroupement familial

D'une manière générale, vous pouvez être rejointe en France par votre conjoint majeur et vos enfants mineurs, et/ou par vos enfants mineurs d'une précédente union, ou par les enfants mineurs de votre conjoint. Ils bénéficieront d'un titre de séjour et du droit de travailler, selon leur âge.

Ce regroupement ne peut se réaliser que sous certaines conditions. Pour toute information, s'adresser à l'OFII.

Caisse d'allocations familiales (CAF) de l'Eure : 0810 25 27 10

Centre d'information sur les droits des femmes et des familles de l'Eure (CIDFF) : 12 rue de l'Esperanto à Evreux, 02 32 33 44 56

Maison de la justice et du droit (MJD) : à Evreux 02 32 32 07 91
à Louviers 02 32 40 96 60
à Pont-Audemer 02 32 41 78 90
à Vernon 02 32 71 28 10

Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII) : 02 32 18 09 94

Police, gendarmerie : 17

Les pratiques interdites

Les violences

Les violences – physiques, sexuelles, morales, économiques ou psychologiques – notamment commises par le conjoint ou l'ex-conjoint sont interdites par la loi et leurs auteurs condamnés par la loi.

Pour une urgence, faites le 17 (police, gendarmerie). Pour une écoute, faites le 39 19.

Les mariages forcés

Le mariage exige le consentement mutuel des futurs époux. S'il est prouvé que l'un des deux époux (ou les deux) a été contraint de se marier, le mariage peut être annulé. L'âge légal pour se marier est de 18 ans.

Une consultation gratuite dans une Maison de la justice et du droit (MJD) vous aidera à entreprendre des démarches.

Les mutilations sexuelles féminines

Toute mutilation pratiquée sur les organes génitaux, notamment l'excision et l'infibulation, est interdite.

Les peines peuvent atteindre 20 ans d'emprisonnement et 150 000 € d'amende. La loi française s'applique lorsque la mutilation est commise en France ou dans un pays étranger.

La polygamie

En France, le mariage d'un homme avec plusieurs femmes est interdit, c'est un délit sanctionné pénalement. Un homme ne peut donc pas se marier sur le territoire français s'il a déjà une épouse dans son pays d'origine. La peine est de 1 an d'emprisonnement et 45 000 € d'amende.

En cas de litige, le juge applique au procès soit la loi française, soit la loi étrangère déterminée par la nationalité des parties. Ces questions sont complexes, il est conseillé de consulter des professionnels du droit.

La dissimulation du visage

Nul ne peut, dans l'espace public, porter une tenue destinée à dissimuler son visage (loi d'octobre 2010, applicable depuis avril 2011). La peine peut aller de 150 € à 30 000 € d'amende. Toute personne est concernée, quel que soit son sexe, son âge ou sa nationalité.

Association d'aide aux victimes (AVEDE-ACJE) : 02 32 23 15 15

Centre d'information sur les droits des femmes et des familles de l'Eure (CIDFF) : 12 rue de l'Esperanto à Evreux, 02 32 33 44 56

Maison de la justice et du droit (MJD) : à Evreux 02 32 32 07 91
à Louviers 02 32 40 96 60
à Pont-Audemer 02 32 41 78 90
à Vernon 02 32 71 28 10

Police, gendarmerie : 17

Groupe femmes pour l'abolition des mutilations sexuelles (GAMS) : 01 43 48 10 87 ou 06 78 04 40 29

Le logement

Vous cherchez un logement

« Le droit à un logement décent et indépendant [...] est garanti par l'État à toute personne qui, résidant sur le territoire français de façon régulière [...], n'est pas en mesure d'y accéder par ses propres moyens ou de s'y maintenir. » (loi DALO)

Vous pouvez vous renseigner auprès de l'assistant-e de service social de secteur dans votre mairie ou à la Direction départementale de la cohésion sociale (DDCS) à la préfecture.

En cas d'urgence, faites le 115 ou appelez l'association La Pause (hébergement ponctuel d'urgence).

Autres situations

- **Si votre époux est polygame et si vous souhaitez accéder à un logement séparé, vous pouvez être aidée : renseignez-vous auprès d'un travailleur social.**
- Si vous avez des problèmes avec votre logement actuel : contactez l'Association départementale d'information sur le logement (ADIL).

Les aides (sous conditions)

- Prestations logement auprès de la CAF.
- Fonds de solidarité pour l'habitat auprès du Conseil général.

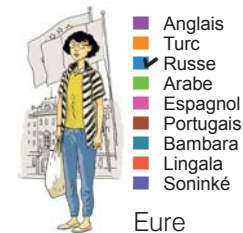
Agence départementale d'information sur le logement (ADIL) : 02 32 24 06 66

Caisse d'Allocations Familiales (CAF) : 0810 25 27 10

Conseil général de l'Eure : 02 32 31 50 50

Direction départementale de la cohésion sociale (DDCS) : 02 32 24 86 01

Association La Pause : 02 32 33 52 76



La santé

L'accès aux soins

Toute personne se trouvant sur le territoire français a droit aux soins. Si vous êtes en situation régulière, vous disposez d'une couverture sociale avec un numéro de sécurité sociale :

- soit parce que vous travaillez ou êtes rattachée à votre conjoint qui travaille ;
- soit, parce que vous ne travaillez pas ou vous êtes en France depuis plus de 3 mois, par la couverture maladie universelle (CMU).

Dans tous les autres cas, s'adresser à la Permanence d'accès aux soins de santé (PASS) de l'hôpital le plus proche.

La Caisse primaire d'assurance maladie (CPAM) délivre une carte Vitale à présenter aux consultations, à l'hôpital, dans les pharmacies.

La contraception

La contraception est l'ensemble des méthodes utilisées pour éviter une grossesse que vous ne désirez pas. C'est un droit inscrit dans la loi. Aucune autorisation de la famille ou du conjoint n'est nécessaire.

Pour choisir la méthode qui vous convient le mieux, vous pouvez vous adresser à :

- un médecin généraliste,
- un médecin gynécologue et, dans certaines conditions, une sage-femme,
- un centre de planification et d'éducation familiale qui propose des consultations médicales gratuites et confidentielles.

Si vous êtes mineure, vous n'avez pas besoin de l'autorisation de vos parents pour obtenir une contraception.

L'interruption volontaire de grossesse (IVG)

Vous êtes enceinte et vous ne voulez pas poursuivre cette grossesse, vous pouvez décider d'une interruption volontaire de grossesse (IVG). C'est un droit inscrit dans la loi. Aucune autorisation de la famille ou du conjoint n'est nécessaire.

Adressez-vous le plus tôt possible à un médecin dans un cabinet médical, dans un centre de planification ou dans un hôpital. L'IVG doit être pratiquée **avant la fin de la 12^e semaine de grossesse.**

Centres de planification :

Bernay (02 32 4 563 11)
Evreux (02 32 39 15 00)
Gisors (02 32 27 76 24)
Louviers (02 32 25 75 66)
Pont-Audemer (02 32 42 88 90)
Val de Reuil (02 32 61 11 15)
Verneuil sur Avre (02 32 23 60 32)
Demander l'adresse en mairie ou auprès de l'assistant-e sociale de secteur.

Caisse primaire d'assurance maladie (CPAM) : 36 46

L'emploi

Pôle emploi

Toute personne à la recherche d'un emploi doit s'inscrire comme demandeur d'emploi auprès de Pôle emploi, pourvu qu'elle soit en situation régulière avec autorisation de travailler et sous réserve de certaines conditions (âge, aptitude physique...). Le rôle de Pôle emploi est d'effectuer le suivi et le contrôle des demandeurs d'emploi.

Pour bénéficier des services de Pôle emploi, vous devez vous y inscrire comme demandeur d'emploi :

- soit en vous connectant sur le site www.pole-emploi.fr

- soit par téléphone au 39 49.

Si vous avez déjà travaillé en France, vous pourrez peut-être prétendre à une indemnité de chômage. À votre inscription, Pôle emploi vous indiquera vos droits.

Les Missions locales et Permanences d'accueil, d'information et d'orientation (PAIO) pour les jeunes

Les Missions locales aident les jeunes de 16 à 25 ans à obtenir un emploi ou à accéder au dispositif de formation professionnelle. L'accompagnement des Missions locales permet également aux jeunes de faire face aux difficultés de la vie quotidienne et traite les questions relatives au logement, au transport, à la santé, à l'autonomie financière.

Le revenu de solidarité active (RSA)

Le revenu de solidarité active (RSA) est une aide financière qui peut être attribuée sous réserve de certaines conditions aux personnes qui ont un emploi mais dont les revenus sont limités, aux personnes privées d'emploi ou aux personnes élevant seules des enfants.

La demande de RSA se fait au choix auprès de la mairie de son domicile, auprès des services sociaux du Département ou auprès de la Caisse d'allocations familiales (CAF).

Pôle emploi : 3949 ou www.pole-emploi.fr

Conseil général de l'Eure :
02 32 31 50 50

Caisse d'allocations familiales (CAF) :
0810 25 27 10

Missions locales :

Pays d'Evreux et Eure Sud 02 32 39 77 04
Vernon-Seine-Vexin 02 32 51 50 65
Louviers Val-de-Reuil Andelle
02 32 59 76 80

Permanence d'accueil, d'information et d'orientation (PAIO) :

Bernay 02 32 43 36 80
Pont-Audemer 02 32 41 16 83

Les titres de séjour

Le séjour

Vous avez plus de 18 ans et vous souhaitez séjourner plus de 3 mois en France, vous devez demander un titre de séjour. Les mineures étrangères âgées de 16 à 18 ans qui veulent exercer une activité professionnelle en France sont également concernées.

Il existe 3 types de titres de séjour :

- l'autorisation provisoire de séjour, valable de 1 à 6 mois et renouvelable,
- la carte de séjour temporaire, valable 1 an et renouvelable. Elle peut comporter diverses mentions (étudiante, travailleuse temporaire, travailleuse saisonnière, salariée, vie privée et familiale, etc.),
- la carte de résident, valable 10 ans et renouvelable, sauf si sa titulaire s'est absentée plus de 3 ans consécutifs du territoire français.

Pour faire la demande

Vous devez vous présenter dans les 3 mois suivant votre entrée en France à la préfecture ou à la sous-préfecture. Des associations peuvent vous aider à constituer votre dossier.

Si l'administration ne vous a pas répondu dans un délai de 4 mois, c'est que votre demande de titre de séjour est rejetée. Vous pouvez alors contester cette décision devant le tribunal administratif de votre lieu de résidence.

Attention : si vous êtes mariée à un Français ou autorisée à séjourner en France au titre du regroupement familial, et si vous êtes séparée de votre époux en raison de violences conjugales, le Préfet peut, sous condition, vous accorder le renouvellement de votre carte de séjour temporaire.

Asile

En application de la Convention de Genève de 1951, le statut de réfugié est accordé « à toute personne [...] craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, [...] ou de ses opinions politiques [...] ». Le statut de réfugié peut aussi être accordé aux personnes fuyant le mariage forcé, l'exploitation sexuelle, les mutilations génitales, etc.

Pour faire la demande : dès votre arrivée, vous devez vous rendre à France terre d'asile, qui prendra un rendez-vous à la préfecture de région à Rouen. Celle-ci, en fonction de votre situation, vous remettra une autorisation provisoire de séjour ainsi qu'un dossier à remplir et compléter en français. Vous devrez l'envoyer dans un délai de 21 jours à l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA). Celui-ci vous convoquera.

Attention : en cas de refus de l'OFPRA, vous aurez un mois pour porter recours devant la Cour nationale du droit d'asile (CNDA).

Préfecture de l'Eure :

boulevard Georges Chauvin, à Evreux
02 32 78 27 27

Sous-préfectures :

3 rue de la Sous-Préfecture à Bernay
02 32 46 76 87
10 rue de la Sous-Préfecture à Andelys
02 32 54 74 87

France terre d'asile :

1 rue Jacquard à Evreux 02 32 23 10 25

Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII) :

02 32 18 09 94

Pilotage

Direction départementale de la cohésion sociale (DDCS)
Mission départementale aux droits des femmes et à l'égalité
Cité administrative, boulevard Georges Chauvin, 27000 Evreux

Pour la traduction

Remerciements à Antonio, Bebak, Elina, Elise, Fatima, Fatoumata, Manolito, Mohamed, Néné, Sarah, Sihem et Tuin

Ont participé à son élaboration

Centre d'information sur les droits des femmes et des familles de l'Eure (CIDFF)

Groupe de travail Égalité entre les femmes et les hommes de la Commission pour la promotion de l'égalité des chances et de la citoyenneté (COPEC) du Bas-Rhin.

piloté par la mission départementale aux droits des femmes et à l'égalité (Direction départementale de la cohésion sociale 67)

Illustrations
Nicolas Wintz

Mise en pages
L'intranquille

décembre 2013

ddcs@bas-rhin.gouv.fr



руководство для женщин-иммигранции

Семья

Три вида союза во Франции

- **Брачный союз** : юридический акт, основанный на взаимном согласии обоих супругов. Законным является только брак официально зарегистрированный государственным органом. Этот брак обязательно должен предшествовать традиционному или религиозному браку.
- **Гражданский пакт солидарности (PACS)**: договор, заключённый между двумя лицами разного или одного пола с целью организации совместной жизни.
- **Сожительство или Гражданский союз**: фактический союз, характеризующийся стабильной совместной жизнью двух лиц разного или одного пола.

Разрыв союза во Франции

- Вы можете решить прекратить Вашу совместную жизнь так же свободно, как и решить жить вместе. После развода Вам могут полагаться различные виды помощи (см. CAF, Касса семейных пособий).
- Если Вы замужем, Вы можете подать на развод. Существуют различные процедуры развода, которыми занимается Трибунал высшей инстанции. Помощь адвоката обязательна. Вы можете получить юридическую помощь при определённых условиях.
- Если вы одна хотите расторгнуть Гражданский пакт солидарности (PACS), вы должны проинформировать вашего партнёра и отправить копию письма в суд магистрата, в котором был задекларирован Гражданский пакт солидарности (PACS). Если вы согласны с партнёром, вы делаете совместное заявление о расторжении пакта.
- Развод путём отречения не существует во французском праве.

Родительские права

- Родительские права- это совокупность прав и обязанностей родителей перед своими детьми, не достигшими 18 лет. Родители имеют равные права и несут равные обязанности, будь они женаты или нет, живя вместе или раздельно (за исключением отдельных случаев).

Международное похищение или незаконное перемещение детей

- Один из родителей не может решить самостоятельно увезти ребёнка жить в другой город или другую страну без согласия второго родителя или Судьи по семейным делам. В случае угроз Вы можете обратиться в Полицию, Жандармерию или Префектуру.

Воссоединение семьи

- К Вам могут приехать во Францию Ваш совершеннолетний супруг и Ваши несовершеннолетние дети от предыдущего брака, и/или Ваши дети от предыдущего брака или несовершеннолетние дети Вашего супруга. Они получат вид на жительство и право на работу, согласно их возрасту.

Это воссоединение может быть достигнуто только при определенных условиях. Обращайтесь за информацией во Французское бюро по иммиграции и интеграции (OFII).

Caisse d'allocations familiales (CAF) de l'Eure: 0810 25 27 10

Centre d'information sur les droits des femmes et des familles de l'Eure (CIDFF): 12 rue de l'Esperanto à Evreux, 02 32 33 44 56

Maison de la justice et du droit (MJD): à Evreux 02 32 32 07 91
à Louviers 02 32 40 96 60
à Pont-Audemer 02 32 41 78 90
à Vernon 02 32 71 28 10

Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII): 02 32 18 09 94

Police, gendarmerie: 17

Запрет на все формы насилия

Насилие

Насилие физическое, сексуальное, моральное, экономическое или психологическое, особенно совершенные супругом или бывшим супругом запрещены законом. Лица, совершающие их караются законом.

В экстренных случаях звоните по телефону **17 (полиция или жандармерия)**. Чтобы вас выслушали наберите **39 19**.

Принудительный брак

- Брак требует взаимного согласия будущих супругов. Если будет доказано, что одного или обоих супругов принудили к вступлению в брак, такой брак может быть признан

недействительным. Законный возраст вступления в брак-18лет.

Бесплатная консультация в MJD поможет вам принять меры.

Увечья женских половых органов

- Всякое нанесение увечий женским гениталиям, в частности, вырезание и иссечение (инфибуляция) запрещено.

Наказание может достигать 20 лет тюремного заключения и штрафа в размере 150 000 евро. Французское законодательство применяется в случае, когда увечье совершено во Франции или в иностранном государстве.

Полигиния (многожёнство)

- Брак мужчины с несколькими женщинами запрещен. Это правонарушение, влекущее уголовную ответственность. Мужчина не может жениться на французской территории, если у него уже есть жена в стране его происхождения. Наказание является одним годом тюремного заключения и штраф в размере 45 000 евро.

В случае правонарушения судья применяет в судебном процессе либо французское законодательство, либо иностранное законодательство, определённое национальностью участвующих сторон. Это сложные вопросы по которым желательно проконсультироваться у профессионалов права.

Закрытие лица

- В общественных местах никто не может носить одежду скрывающую его лица (закон октябрь 2010 года, вошёл в силу с апреля 2011 года). Наказание может варьироваться от 150 евро до 30 000 евро штрафа. Касается каждого, независимо от пола, возраста и национальности.

Association d'aide aux victimes (AVEDE-ACJE): 02 32 23 15 15

Centre d'information sur les droits des femmes et des familles de l'Eure (CIDFF): 12 rue de l'Esperanto à Evreux, 02 32 33 44 56

Maison de la justice et du droit (MJD): à Evreux 02 32 32 07 91
à Louviers 02 32 40 96 60
à Pont-Audemer 02 32 41 78 90
à Vernon 02 32 71 28 10

Police, gendarmerie: 17

Groupe femmes pour l'abolition des mutilations sexuelles (GAMS): 01 43 48 10 87 ou 06 78 04 40 29

Жильё

Вы ищете жильё

- Любой человек на территории Франции, имеет право на адекватное жильё. (Закон DALO)
- Вы можете получить информацию у работника социальной службы по месту жительства: в мэрии или в областном управлении по вопросам социальной сплоченности (DDCS) или в префектуре.

В экстренной ситуации звоните по телефону **115** или позвоните в ассоциацию **La Pause** (срочное предоставление временного жилья)

Другие ситуации

- Если ваш муж полигам, и Вы хотите получить отдельное жильё, Вам могут помочь: обращайтесь за информацией к социальному работнику.
- Трудности, проблемы с вашим жильем обратитесь в Информационное агентство по вопросам жилья (ADIL).

Получение различных видов помощи (при определённых условиях)

- Пособия на жильё, выдаваемое Кассой семейных пособий (CAF).
- Фонд солидарности жилья (Fonds de solidarité pour l'habitat) при Генеральном совете.

Agence départementale d'information sur le logement (ADIL): 02 32 24 06 66

Caisse d'Allocations Familiales (CAF): 0810 25 27 10

Conseil général de l'Eure: 02 32 31 50 50

Direction départementale de la cohésion sociale (DDCS): 02 32 24 86 01

Association La Pause: 02 32 33 52 76

Здравоохранение

Доступ к лечению

- Всякий человек, находящийся на французской территории, имеет право на лечение:
- Если Вы легально находитесь в стране, Вам положена социальная страховка с присвоением личного номера. Она выдаётся, если Вы работаете или прикреплены к Социальной страховке Вашего супруга, который работает,



- Если Вы не работаете и живёте во Франции уже более 3-х месяцев, Вам положена Универсальная медицинская страховка (CMU).

Во всех других случаях, обращайтесь в службу постоянного доступа к медицинскому обслуживанию (PASS) в ближайшую больницу.

Касса медицинского страхования (CPAM) выдаёт карточку Vitale, которую надо предъявлять во время консультаций, в больницах и аптеках.

Контрацептивные средства

■ Контрацепция- это совокупность методов защиты от нежелательной беременности. Право на использование контрацептивных средств предусмотрено законом. Разрешения со стороны семьи или супруга не требуется.

Чтобы выбрать наиболее подходящий метод контрацепции, Вы можете обратиться:

- к врачу общей практики, гинекологу, и в некоторых случаях к акушерке,
- в центр семейного планирования и воспитания, который предполагает бесплатные,
- конфиденциальные медицинские консультации.

Если Вы несовершеннолетняя, Вам не нужно разрешение родителей на получение контрацептивных средств.

Добровольное прерывание беременности (IVG)

■ Вы беременны и хотите прервать беременность. Вы можете сделать добровольное прерывание беременности. Это право предусмотрено законом. Никакого разрешения семьи или супруга не требуется.

Обратитесь как можно раньше к врачу, в центр планирования или больницу. Добровольное прерывание беременности делается до окончания 12-й недели беременности.

Centres de planification :

Bernay (02 32 4 563 11)
Evreux (02 32 39 15 00)
Gisors (02 32 27 76 24)
Louviers (02 32 25 75 66)
Pont-Audemer (02 32 42 88 90)
Val de Reuil (02 32 61 11 15)
Verneuil sur Avre (02 32 23 60 32)
Demander l'adresse en mairie ou auprès de l'assistant-e sociale de secteur.

Caisse primaire d'assurance maladie (CPAM): 36 46

Трудоустройство

Центр трудоустройства

■ Каждый кто ищет работу должен быть зарегистрирован в качестве безработного в центре трудоустройства, при условии, что он легально находится на территории и имеет легальное право на работу, и при соблюдении определенных условий (возраст, физические возможности...). Роль центра по трудоустройству это произвести учёт и контроль за лицами, ищущих работу.

Для того чтобы воспользоваться услугами центра по трудоустройству, вам необходимо зарегистрироваться в качестве безработного:

- зайдя на сайт
www.pole-emploi.fr

- гили по телефону 39 49

Если вы уже работали во Франции, вы можете иметь право на пособие по безработице. При регистрации, центр по трудоустройству объяснит вам ваши права.

Местные Миссии (Missions locales)/PAIO (постоянный прием, информация и направление) для интеграции молодых

■ Местные миссии (Missions locales) помогают молодежи людей от 16 до 25 лет найти работу или направляют в систему профессионального обучения. Местные миссии (Missions locales).

также помогают молодежи преодолеть трудности. повседневной жизни и занимаются вопросами. связанными с жильем, транспортом, здравоохранением и финансовой независимости

Пособие активной солидарности (RSA)

■ Пособие активной солидарности (RSA) является финансовой помощью, которая может быть назначена при соблюдении определенных условий лицам которые работают, но чей доход ограничен, для людей без работы и тех, кто воспитывают детей в одиночку.

Запрос на пособие активной солидарности (RSA) может быть сделан по выбору в мэрии, в отделе социального обслуживания или кассе семейных пособий (CAF).

Pôle emploi: 3949 ou www.pole-emploi

Conseil général de l'Eure:
02 32 31 50 50

Caisse d'allocations familiales (CAF):
0810 25 27 10

Missions locales:
Pays d'Evreux et Eure Sud 02 32 39 77 04
Vernon-Seine-Vexin 02 32 51 50 65
Louviers Val-de-Reuil Andelle
02 32 59 76 80

Permanence d'accueil, d'information et d'orientation (PAIO):
Bernay 02 32 43 36 80
Pont-Audemer 02 32 41 16 83

Виды на жительство

жительство

■ Вам больше восемнадцати лет, и вы хотите находиться во Франции больше трёх месяцев. Вам необходимо сделать запрос на получение вида на жительство. Это также касается иностранных несовершеннолетних лиц в возрасте от 16 до 18 лет, которые хотя и занимаются какой-либо трудовой деятельностью во Франции.

Существует три типа вида на жительство:

- Временное разрешение на проживание, срок действия от 6 месяцев до 1 года может быть продлен при определенных условиях,
- Временный вид на жительство один год, он может быть продлен при определенных условиях. Он может включать различные виды проживания (студенты, временные работники, сезонные рабочие, личной и семейной жизни, и т.д...),
- Карта резидента: срок её действия 10 лет, она продлевается, кроме случая, когда её владелец отсутствовал более трёх лет подряд на французской территории.

Чтобы сделать запрос

■ Вы должны прийти в Префектуру или Субпрефектуру в течение 3 месяцев с момента Вашего въезда Францию.

Если администрация Вам не ответила в течении 4 месяцев, это означает, что Ваш запрос на получение вида на жительство отклонён. В этом случае вы можете обжаловать данное решение в административном трибунале по месту жительства.

Внимание! Если Вы замужем за французским гражданином или имеете разрешение находиться во Франции рамках воссоединения семьи, и если Вы

ушли от мужа по причине супружеского насилия, Префект может при определенных условиях дать согласие на продление Вашего временного вида на жительство.

Убежище

■ В Женевской конвенции 1951 года, статус беженца предоставляется "любому лицу на обоснованных опасениях стать жертвой преследований по признаку расы, религии, национальности или политических убеждений". Статус беженца может быть предоставлен людям, спасающимся от принудительного брака, сексуальной эксплуатации, инфибуляции половых органов, и т.д.

Чтобы сделать запрос: по прибытию вы должны пойти в организацию "France Terre d'Asile", которая запишет вас на прием в региональную Префектуру города Руана. Там в зависимости от вашей ситуации вы получите разрешение на временное проживание и папку для заполнения на французском языке вашей истории. Вы должны отправить эту папку в течении 21 дня, в OFPRA (Французское управление по защите беженцев и лиц без гражданства) после чего вас вызовут на приём.

Внимание! в случае отказа от OFPRA у вас будет месяц чтобы обжаловать данное решение в национальном суде беженцев (CNDA).

Préfecture de l'Eure :

boulevard Georges Chauvin, à Evreux
02 32 78 27 27

Sous-préfectures :

3 rue de la Sous-Préfecture à Bernay
02 32 46 76 87
10 rue de la Sous-Préfecture à Andelys
02 32 54 74 87

France terre d'asile :

1 rue Jacquard à Evreux 02 32 23 10 25

Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII) :

02 32 18 09 94

Pilotage

Direction départementale de la cohésion sociale (DDCS)
Mission départementale aux droits des femmes et à l'égalité
Cité administrative, boulevard Georges Chauvin, 27000 Evreux

Pour la traduction

Remerciements à Antonio, Bebak, Elina, Elise, Fatima, Fatoumata, Manolito, Mohamed, Néné, Sarah, Sihem et Tuin

Ont participé à son élaboration

Centre d'information sur les droits des femmes et des familles de l'Eure (CIDFF)

Groupe de travail Égalité entre les femmes et les hommes

de la Commission pour la promotion de l'égalité des chances et de la citoyenneté (COPEC) du Bas-Rhin,
pilote par la mission départementale aux droits des femmes et à l'égalité
(Direction départementale de la cohésion sociale 67)

Illustrations
Nicolas Wintz
Mise en pages
L'intranquille
décembre 2013

ddcs@bas-rhin.gouv.fr

